



19 mars 2012 #120 La CPI semaine après semaine



Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les quatre affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda*, *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*, et *Le Procureur c. Callixte Mbarushimana*. Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour. Le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009. Le 16 décembre 2011, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges à l'encontre de M. Mbarushimana. Il a été remis en liberté le 23 décembre 2011.

Premier verdict de la CPI : Thomas Lubanga Dyilo coupable de conscription et d'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans, et du fait de les avoir fait participer à des hostilités

Le 14 mars 2012, la Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale (CPI) a, à l'unanimité, déclaré Thomas Lubanga Dyilo coupable, en qualité de coauteur, des crimes de guerre consistant à avoir procédé à la conscription et à l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans et à les avoir fait participer activement à des hostilités du 1er septembre 2002 au 13 août 2003. Il s'agit du premier verdict rendu par une chambre de première instance de la CPI. À l'heure actuelle, 14 autres affaires sont portées devant la Cour, dont trois en sont au stade du procès.



Thomas Lubanga Dyilo © ICC-CPI/ Evert-Jan Daniel/ANP

Les crimes de guerre dont il est question — la conscription et l'enrôlement d'enfants de moins de 15 ans et le fait de les avoir fait participer activement à des hostilités — ont été commis dans le cadre d'un conflit armé interne qui a eu lieu en Ituri (République démocratique du Congo) et a opposé la Force patriotique pour la libération du Congo (FPLC), dirigée par Thomas Lubanga Dyilo, à l'Armée populaire congolaise et à d'autres milices, dont la Force de résistance patriotique en Ituri. Thomas Lubanga Dyilo et les coauteurs des crimes ont convenu d'un plan commun consistant à mettre sur pied une armée dans le but de prendre et conserver le contrôle de l'Ituri, aussi bien politiquement que militairement. Ce plan a eu pour conséquence la conscription et l'enrôlement de garçons et de filles de moins de 15 ans, et leur utilisation pour les faire participer activement à des hostilités.

Thomas Lubanga Dyilo était Président de l'Union des patriotes congolais (UPC), dont il exerçait la direction politique, et commandant en chef de la branche militaire de celle-ci, la FPLC. Il assurait la coordination globale des activités de l'UPC/FPLC et apportait un appui actif aux campagnes de recrutement, par exemple en prononçant des discours devant la population locale et les recrues. En outre, il a personnellement utilisé des enfants de moins de 15 ans comme gardes du corps et voyait régulièrement de tels enfants assurer la garde d'autres membres de l'UPC/FPLC. La Chambre, composée des juges Adrian Fulford (juge président), Elizabeth Odio Benito et René Blattmann, a conclu que les éléments de preuve présentés par le Procureur établissent au-delà de tout doute raisonnable que Thomas Lubanga Dyilo a apporté une contribution essentielle au regard du plan commun.

À la demande de Thomas Lubanga Dyilo et en application de l'article 76-2 du Statut de Rome, la Chambre consacrera une audience distincte à la fixation de la peine. Elle établira également les principes applicables aux réparations en faveur des victimes. La Défense a le droit d'interjeter appel de la déclaration de culpabilité dans un délai de 30 jours suivant la réception de la traduction française du Jugement.

Informations générales

Thomas Lubanga Dyilo, ressortissant de la République démocratique du Congo, a été transféré à La Haye le 17 mars 2006, en exécution d'un mandat d'arrêt délivré par la Chambre préliminaire I. Son procès, le premier devant la CPI, s'est ouvert le 26 janvier 2009, pour s'achever par la présentation des conclusions orales des parties et participants les 25 et 26 août 2011.

En 204 jours d'audience, la Chambre de première instance a rendu 275 décisions et ordonnances écrites, ainsi que 347 décisions orales. Elle a entendu 36 témoins cités à comparaître par le Bureau du Procureur, dont trois experts, 24 témoins cités par la Défense et trois par les représentants légaux des victimes participant à la procédure. La Chambre a quant à elle cité quatre experts à comparaître. En tout, 129 victimes, représentées par deux équipes de représentants légaux et le Bureau du conseil public pour les victimes, ont obtenu le droit de participer au procès. Elles ont été autorisées à présenter des observations et à poser aux témoins des questions spécifiques. L'Accusation a versé 368 pièces au dossier, la Défense 992, et les représentants légaux des victimes 13.

La CPI est la première cour pénale internationale permanente créée en vertu d'un traité pour mettre fin à l'impunité des auteurs des crimes les plus graves touchant la communauté internationale, à savoir les crimes de guerre, les crimes contre l'humanité, le génocide et le crime d'agression. Jusqu'ici, 15 affaires ont été portées devant elle, dans le cadre de sept situations qui font actuellement l'objet d'enquêtes : les situations en Ouganda, en République démocratique du Congo, en République centrafricaine, au Darfour (Soudan), au Kenya, en Libye et en Côte d'Ivoire. Les juges de la CPI ont délivré 20 mandats d'arrêt (dont deux ont été annulés par suite du décès des suspects) et neuf citations à comparaître. Aujourd'hui, cinq personnes sont en détention sous la garde de la CPI et 11 suspects sont toujours en liberté.

Judgment pursuant to Article 74 of the Statute

[English](#)

Résumé du jugement rendu en application de l'article 74 du Statut

[English](#) | [Français](#)

Scheduling order concerning timetable for sentencing and reparations

[English](#)

[Galerie de photos](#) et [vidéo](#)

Fiche d'information sur l'affaire

[English](#) | [Français](#)

La Cour aujourd'hui

[English](#) | [Français](#)

La Présidente de l'Assemblée: verdict dans l'affaire Lubanga

[Español](#) | [عربي](#)

La Présidente de l'Assemblée des Etats Parties au Statut de Rome, l'ambassadeur Tiina Intelmann (Estonie) s'est réjouie du verdict rendu le 14 mars 2012, par la Chambre de première instance I de la Cour pénale internationale dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*. En ce jour, ses pensées allaient vers les victimes des crimes qui sont au centre du procès. La conscription et l'enrôlement d'enfants-soldats compte parmi les crimes les plus odieux des temps modernes et sévit malheureusement dans de nombreux conflits armés contemporains.

Intervenant de New York, l'ambassadeur Intelmann a déclaré que "ce verdict qui clôture la phase du procès de la toute première affaire portée devant la Cour pénale internationale, est une illustration de l'efficacité de cette institution : le système mis en place par le Statut de Rome pour mettre un terme à l'impunité pour les crimes les plus graves dans le cadre du droit international est une réalité opérationnelle. L'âge de l'impunité est révolu et a cédé place à celui de l'obligation de rendre compte".

Soulignant la complexité de ce procès à travers lequel la Cour pénale internationale a pour la première fois joué le rôle envisagé par ses créateurs, elle a salué l'œuvre de tous les organes de la Cour – la Présidence, les Chambres, le Bureau du Procureur et le Greffe – ainsi que celle de la défense.

L'ambassadeur Intelmann a aussi relevé que ce procès était une preuve palpable qu'un système entièrement fondé sur la coopération des États fonctionne effectivement. Elle a exprimé sa gratitude à tous les Etats qui ont coopéré avec la Cour tout au long de ce procès, notamment, la République démocratique du Congo qui a largement coopéré avec la Cour avant, pendant et après le transfert de M. Lubanga à la Cour en 2006.

La décision de la Chambre de première instance est susceptible d'appel.

Communiqué de presse du Bureau du Procureur : Angelina Jolie assiste au prononcé du verdict de la CPI dans l'affaire Lubanga

Le 14 mars 2012, Angelina Jolie a assisté au prononcé du premier verdict rendu par la Cour pénale internationale (CPI), témoignant de ce jugement et soutenant les progrès considérables accomplis par la justice internationale qu'incarne la CPI. « Le prononcé du premier verdict par la Cour constitue un moment important pour cette institution, pour la République démocratique du Congo et pour la primauté du droit. La déclaration de culpabilité d'aujourd'hui procure peut-être un soulagement aux victimes des agissements de M. Lubanga, mais elle permet surtout d'adresser un message fort contre l'utilisation des enfants soldats », a déclaré Mme Jolie.



Angelina Jolie attends ICC hearing © ICC-CPI

Le verdict marque une étape historique pour la CPI. L'affaire Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo constitue le premier procès achevé en première instance devant la CPI, et M. Lubanga a été le premier suspect arrêté en exécution d'un mandat de la Cour. Thomas Lubanga Dyilo est accusé d'avoir contraint des enfants de moins de 15 ans à l'enrôlement et à la conscription dans ses forces armées et de les avoir fait participer activement à des hostilités.

L'Organisation des Nations Unies estime qu'il y a encore des dizaines de milliers d'enfants soldats qui combattent en Afrique, en Asie et en Amérique latine.

À ce jour, c'est la quatrième fois que Mme Jolie se rend au siège de la Cour pénale internationale et la troisième fois qu'elle assiste au procès Lubanga. Elle était déjà présente à l'occasion du témoignage d'un ancien enfant soldat, victime dans cette affaire, et du réquisitoire et des plaidoiries. Elle a en outre financé les chroniques du procès Lubanga (Lubanga Chronicles), qui ont permis d'informer le grand public du monde entier et les communautés locales de RDC du déroulement du procès, à travers la diffusion de chroniques écrites, de clips audio via des stations de radio locales en RDC, et de clips vidéo via Internet entre autres.

Source: Bureau du Procureur

Situation en République démocratique du Congo

Décisions adoptées entre le 12 et le 16 mars 2012

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Affaire Lubanga

Judgment pursuant to Article 74 of the Statute

Rendue par la Chambre de première instance I, le 14 mars 2012

Summary of the "Judgment pursuant to Article 74 of the Statute"

Rendu, par la Chambre de première instance I, le 14 mars 2012

Scheduling order concerning timetable for sentencing and reparations

Rendue par la Chambre de première instance I, le 14 mars 2012

Affaire Ntaganda

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Affaire Mbarushimana

Decision replacing a judge in the Appeals Chamber

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Situation en République centrafricaine

Le gouvernement de la République centrafricaine a renvoyé la situation devant la Cour en décembre 2004. Le Procureur a ouvert une enquête en mai 2007. Dans l'affaire *Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo*, la seule actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, la Chambre préliminaire II a, le 15 juin 2009, confirmé deux charges de crimes contre l'humanité et trois charges de crimes de guerre, et a renvoyé l'accusé pour être jugé devant une Chambre de première instance. Le procès a débuté le 22 novembre 2010.

Décisions adoptées entre le 9 et le 16 mars 2012

Affaire Bemba

Order reclassifying documents related to the "Decision concerning the Applications for judicial review of Mr Jean-Pierre Bemba Gombo of 10 and 11 November 2008"

Rendue par la Présidence, le 9 mars 2012

Decision on 471 applications by victims to participate in the proceedings

Rendue par la Chambre de première instance III, le 9 mars 2012

Situation au Darfour, Soudan

Dans la situation au Darfour (Soudan), la Chambre préliminaire I est actuellement saisie de quatre affaires : *Le Procureur c. Ahmad Muhammad Harun ("Ahmad Harun")* et *Ali Muhammad Ali Abd-Al-Rahman ("Ali Kushayb")* ; *Le Procureur c. Omar Hassan Ahmad Al Bashir* ; *Le Procureur c. Bahar Idriss Abu Garda* ; *Le Procureur c. Abdallah Banda Abakaer Nourain et Saleh Mohammed Jerbo Jamus* ; et *Le Procureur c. Abdel Raheem Muhammad Hussein*. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés par la Chambre préliminaire I à l'encontre de MM. Harun, Kushayb, Al Bashir et Hussein. Les quatre suspects sont actuellement en fuite. Une citation à comparaître a été adressée à M. Abu Garda, qui a comparu volontairement devant la Chambre le 18 mai 2009. Après l'audience de confirmation des charges, le 8 février 2010, la Chambre préliminaire I a refusé de confirmer les charges. M. Abu Garda n'est pas détenu par la CPI. Deux autres citations à comparaître ont été délivrées contre M. Banda et M. Jerbo qui ont comparu volontairement devant la Chambre préliminaire I le 17 juin 2010 ; l'audience de confirmation des charges s'est tenue le 8 décembre 2010. Le 7 mars 2011, la Chambre préliminaire I a décidé à l'unanimité de confirmer les charges de crimes de guerre à l'encontre d'Abdallah Banda et Saleh Jerbo. Le 16 mars 2011, la Présidence de la CPI a constitué la Chambre de première instance IV et lui a renvoyé cette affaire.

Décisions adoptées entre le 9 et le 16 mars 2012

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Affaire Harun et Kushayb

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Affaire Al Bashir

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Affaire Banda et Jerbo

Decision on the "Defence Application to File Supplementary Material"

Rendue par la Chambre de première instance IV, le 9 mars 2012

Decision replacing a judge in Trial Chamber IV

Rendue par la Présidence, le 16 mars 2012

Affaire Hussein

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Situation en Libye

Le 26 février 2011, le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé, à l'unanimité de ses membres, de saisir le Procureur de la CPI de la situation dont la Jamahiriya arabe libyenne est le théâtre depuis le 15 février 2011. Le 3 mars 2011, le Procureur de la CPI a annoncé l'ouverture d'une enquête dans la situation en Libye. Cette situation est assignée par la Présidence de la Cour à la Chambre préliminaire I. Le 27 juin 2011, la Chambre préliminaire I a délivré trois mandats d'arrêt à l'encontre de **Muammar Mohammed Abu Minyar Gaddafi, Saif Al-Islam Gaddafi et Abdullah Al-Senussi** pour des crimes contre l'humanité (meurtre et persécution) qui auraient été commis en Libye du 15 jusqu'au 28 février 2011 au moins, à travers l'appareil d'Etat libyen et les forces de sécurité. Le 22 novembre 2011, la Chambre préliminaire I a ordonné la clôture de l'affaire à l'encontre de Muammar Gaddafi suite à la mort du suspect.

Décisions adoptées entre le 12 et le 16 mars 2012

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Decision notifying the election of the Presiding Judge

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 16 mars 2012

Affaire Gaddafi et Al-Senussi

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Decision notifying the election of the Presiding Judge

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 16 mars 2012

Situation en Côte d'Ivoire

La Côte d'Ivoire, qui n'est pas partie au Statut de Rome, avait, le 18 avril 2003, déclaré accepter la compétence de la Cour. La présidence de la République de Côte d'Ivoire a récemment **confirmé cette acceptation**, les 14 décembre 2010 et 3 mai 2011. Le 3 octobre 2011, la Chambre préliminaire a autorisé le Procureur à ouvrir une enquête sur la situation en Côte d'Ivoire pour les crimes qui auraient été commis depuis le 28 novembre 2010. L'audience sur la confirmation des charges dans l'affaire *Le Procureur c. Laurent Gbagbo*, la seule affaire actuellement en cours d'examen dans le cadre de cette situation, doit s'ouvrir le 18 juin 2012.

Décisions adoptées entre le 12 et le 16 mars 2012

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Décision portant désignation d'un juge unique

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 16 mars 2012

Decision notifying the election of the Presiding Judge

Rendue par la Chambre préliminaire I, le 16 mars 2012

Affaire Gbagbo

Decision on the OPCV's "Second Request to appear before the Chamber pursuant to Regulation 81(4)(b) of the Regulations of the Court on issues related to the victims' application process"

Rendue par la Chambre préliminaire III, le 13 mars 2012

Decision on the constitution of Pre-Trial Chambers and on the assignment of the Democratic Republic of the Congo, Darfur, Sudan and Côte d'Ivoire situations

Rendue par la Présidence, le 15 mars 2012

Liens utiles

Les **procédures** se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le **calendrier des audiences**

Des **résumés audiovisuels** sont disponibles sur notre **chaîne YouTube** | Vous pouvez également suivre les activités de la Cour sur **Twitter**

Événements

Nouvelle composition des Chambres préliminaires de la CPI

Le 15 mars 2012, la Présidence de la Cour pénale internationale (CPI) a rendu des décisions sur la composition des Chambres préliminaires et l'affectation des sept situations dont la Cour est saisie à ces chambres.

Les situations en Libye et en Côte d'Ivoire sont désormais affectées à la Chambre préliminaire I composée des juges Hans-Peter Kaul, Christine van den Wyngaert et Silvia Fernández de Gurmendi.

Les situations en Ouganda, en République démocratique du Congo, au Darfour (Soudan), en République centrafricaine et au Kenya sont affectées à la Chambre préliminaire II composée des juges Cuno Tarfusser, Hans-Peter Kaul et Ekaterina Trendafilova.

Jusqu'ici, 15 affaires, dont 9 en phase préliminaire, ont été portées devant la Cour, dans le cadre de sept situations qui font actuellement l'objet d'enquêtes. Les juges de la CPI ont délivré 20 mandats d'arrêt (dont deux ont été annulés par suite du décès des suspects) et neuf citations à comparaître. Aujourd'hui, cinq personnes sont en détention sous la garde de la CPI et 11 suspects sont toujours en liberté.

La Présidence de la CPI procède à l'affectation des juges aux sections judiciaires

Le 13 mars 2012, suite au [serment solennellement prêté par les juges](#) récemment élus à la Cour pénale internationale (CPI) le 9 mars et [l'élection de la Présidence](#) de la CPI, le 11 mars, cette dernière a affecté les juges aux sections judiciaires, en vertu de l'article 39-1 du Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, et de la règle 4 du Règlement de procédure et de preuve.

La Section des appels est constituée des juges [Sang-Hyun Song](#), [Sanji Mmasenono Monageng](#), [Akua Kuenyehia](#), [Erkki Kourula](#) et [Anita Ušacka](#).

La Section de première instance est constituée des juges [Joyce Aluoch](#), [Kuniko Ozaki](#), [Howard Morrison](#), [Anthony T. Carmona](#), [Robert Fremr](#) et [Chile Eboe-Osuji](#).

La Section préliminaire est constituée des juges [Cuno Tarfusser](#), [Hans-Peter Kaul](#), [Ekaterina Trendafilova](#), [Christine van den Wyngaert](#), [Silvia Fernández de Gurmendi](#) et [Olga Herrera Carbuccia](#).

Conformément aux dispositions de l'article 39, paragraphe 1 du Statut de Rome, l'affectation des juges aux sections est fondée sur la nature des fonctions assignées à chacune d'elles et sur les compétences et l'expérience des juges en matière de droit pénal, de procédure pénale et de droit international.

Calendrier

MARS 2012

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
19	20	21	22	23	24	25
26	27	28	29	30	31	
			Le juge Song, président de la CPI, participe à un panel de discussion lors la 106ème réunion annuelle de l'American Society of International Law, avec les présidents de la CIJ et du TPIY et du Secrétaire général par intérim de la CPA, à Washington D.C. (USA)*			

AVRIL 2012

lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
						1
2	3	4	5	6	7	8
Le juge Kourula participe à un séminaire-conférence LI Haopei 2012 intitulé "Sovereignty and Individual Criminal Responsibility for Core International Crimes" ("Souveraineté et responsabilité pénale individuelle pour les crimes internationaux fondamentaux"), à Pékin (Chine)**				Vacances judiciaires***		
9	10	11	12	13	14	15
Vacances judiciaires***						
16	17	18	19	20	21	22
23	24	25	26	27	28	29
				Tenue du concours de procès fictif de la CPI (en langue anglaise)		

- À partir du 15 mai 2012 : Déclarations de clôture dans l'affaire à l'encontre de Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui
- 29 mai - 1 juin : La CPI accueille la des table ronde des ONG
- À partir du 18 juin 2012 : Audience de confirmation des charges dans l'affaire à l'encontre de Laurent Gbagbo

* La CPI exprime sa reconnaissance envers la municipalité de La Haye et le ministère néerlandais des Affaires étrangères pour le financement de la participation de la Cour au panel de discussion intitulé "Confronting Complexity in The Hague" ("Confronter la complexité à La Haye").

** La CPI exprime sa reconnaissance envers les organisateurs, le Forum for International Criminal and Humanitarian Law et la China University of Political Science and Law, pour le financement de la participation de la Cour.

*** Veuillez noter qu'il n'y aura pas d'audience durant les vacances judiciaires de la Cour du jeudi 5 avril 2012 (17h30) au lundi 16 avril 2012 (09h00).

Le calendrier est susceptible de changements de dernière minute.